

L'Adresse—M. Rondeau

Elles veulent de plus en plus abandonner tout projet d'expansion car elles ont réalisé que le gouvernement fédéral et les autres gouvernements, sans risque et sans investir, retirent plus de revenus chaque semaine de ces industries que les profits essentiels à la bonne marche de toute l'industrie qui veut progresser et s'améliorer.

● (2135)

Il leur reste la solution, à ces industries, de rester stagnantes en attendant de fermer leurs portes ou d'aller investir ailleurs tout en réduisant leurs activités au Canada. Tout ce que l'entreprise privée veut au Canada, monsieur le président, c'est un climat économique favorable qui lui permettrait de respirer et qui ne l'obligerait pas à aller ailleurs pour faire ce qu'elle pourrait faire normalement au Canada. Les compagnies canadiennes qui vont investir à l'étranger en participant au financement d'industries existantes à l'étranger exporteront demain au Canada des marchandises qu'elles auraient dû exporter vers l'étranger, si le gouvernement n'attendait pas toujours que l'industrie ait mis le cadenas à sa porte ou congédié la plupart de ses employés avant de se réveiller.

Le ministre des Finances, par les investissements dans les programmes de création d'emplois, veut investir de la main droite, et le budget ce soir nous le prouve. Il veut investir de la main droite \$5 pour la création d'emplois, alors que de sa main gauche il prend \$30 dans le portefeuille du contribuable canadien, diminuant ainsi son pouvoir d'achat, ce qui inévitablement augmente le chômage.

Monsieur le président, lorsqu'on distribue 1.5 milliard sur 8.5 milliards, cela veut dire qu'on prend \$1 pour \$6, parce que le déficit de 8.5 milliards c'est le Canadien qui en est responsable, c'est de l'argent qui un jour sera éventuellement pris dans son portefeuille. Or, on enlève 8.5 milliards des goussets du Canadien, à court ou à long terme, pour lui donner \$5 aujourd'hui. On lui enlève \$30 pour lui en remettre \$5. Monsieur le président, la main gauche du ministre des Finances agit plus vite que sa main droite qui donne. Sa main droite est paralysée car elle distribue \$5 alors qu'en même temps on lui enlève \$30.

Le système de taxation au Canada fonctionne mieux et plus vite que le système de création d'emplois. On retire plus d'argent de la circulation sous forme de taxes de toutes sortes que l'on investit. Lorsque les banques, par exemple, prêtent 10 millions, elles réclament 20 millions au bout de six ans et demi en remboursement. Comment peut-on rembourser 20 millions lorsqu'on a reçu 10 millions? C'est une impossibilité mathématique. Les économistes orthodoxes disent qu'il ne s'agit que d'emprunter 20 millions au bout de six ans et demi pour rembourser la dette originale de 10 millions. Mais cette dette originale de 10 millions qui est devenue 20 millions au bout de six ans et demi deviendra une dette de 40 millions dans un autre six ans et demi. Ce qui veut dire que dans 13 ans, une dette de 10 millions nous obligera à rembourser quatre fois la somme originale dans l'espace de 13 ans.

Voilà le système actuel qui a créé et qui crée encore l'inflation. On insulte les travailleurs, on insulte tout le monde, on donne des ennuis à tout le monde sauf aux vrais responsables, alors que le vrai responsable est notre système financier qui met en circulation 10 millions et qui réclame 40 millions dans l'espace de 13 ans. Automatiquement cela crée l'inflation,

[M. Rondeau.]

cela gonfle les prix, cela fait gonfler les salaires, et cela nous met à l'extérieur du marché de la concurrence internationale.

Je voudrais, monsieur le président, pendant les quelques minutes qui restent, traiter un peu de l'inflation, du vol légalisé de l'inflation. Nos ancêtres avaient leur contingent de citoyens irrespectueux de la loi. Un des délits pour lesquels ces canailles avaient le plus de penchant était de rogner les pièces de monnaie. Aussi loin qu'on remonte dans le temps, cette pratique est tenue pour un crime sérieux, à tel point que les coupables étaient condamnés à avoir les mains amputées, ce qui les punissait et du même coup les empêchait de recommencer. A cette époque, on volait les individus de cette façon.

La monnaie était alors presque entièrement de métal, pour la dévaloriser il suffisait de diminuer la grosseur et le poids des pièces quelles qu'elles soient: la livre, la couronne, le florin, le shilling ou le penny. Cela avait pour résultat de causer, toute proportion gardée, une inflation du genre de celle qu'entraînent nos vastes opérations modernes de dévaluation de la monnaie de nos jours.

Dans notre société libre, toute atteinte à la monnaie est grave, du fait qu'elle touche à la mesure des valeurs dans les échanges entre humains, ce qui est le fond même de notre vie économique. S'il fallait recourir à la même punition qu'autrefois pour ceux-là qui aujourd'hui sont les responsables de la dévaluation ou de l'inflation, il faudrait, je pense, monsieur le président, premièrement amputer les mains de la plupart des membres du gouvernement, du Trésor, du ministre du Revenu national, du ministre des Finances, et des autres organismes publics tant au plan national qu'au plan régional. Les principaux responsables de la dévalorisation de la monnaie qui sert à notre vie quotidienne sont ceux-là même que nous élisons ou que nous employons afin qu'ils nous gouvernent. Certes, les dirigeants des syndicats ouvriers, qui chaque année remettent en mouvement le mécanisme des pressions destinées à faire hausser le salaire des syndiqués, font également partie de ce groupe.

Nous aurons, monsieur le président, au cours de l'hiver, plus d'un million et demi de chômeurs officiels, ce qui veut dire au moins deux millions de chômeurs réels. Ces chiffres ne tiennent pas compte également de tous les assistés sociaux, de tous ceux-là qui ne sont pas inscrits comme chercheurs officiels d'emploi. Le chômage augmente et continuera d'augmenter parce que le système monétaire actuel est organisé pour ça. L'inflation augmente et continuera d'augmenter, parce que le système monétaire est organisé pour ça. Les déficits augmentent de toutes parts, le budget nous le prouve. Et nous aurons dans le budget 1976-1977 un déficit de tout près de 8½ milliards. Ce qui veut dire, monsieur le président, que dans l'espace de moins de trois ans au Canada nous aurons accumulé un déficit dans le domaine international, dans le domaine du marché extérieur, de 40 milliards de dollars.

Nous avons actuellement un déficit commercial de 30 milliards. Pourtant nous avons gagné la guerre, alors que l'Allemagne de l'Ouest a perdu la guerre, et a accumulé un surplus de 40 milliards exactement. Nous avons gagné la guerre, et nous avons un déficit commercial extérieur de 40 milliards. L'Allemagne a perdu la guerre, et elle a un surplus commercial envers les autres pays dans le monde de 40 milliards.

Monsieur le président, cela veut dire que lorsqu'on nous parle que les méthodes sont désuètes, les taux élevés de chô-